

LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN | PROFIL 2020

INDICATEURS DE GOUVERNANCE DES MIGRATIONS



Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Bien que des efforts aient été entrepris pour vérifier l'exactitude de ces informations, *The Economist Intelligence Unit Ltd.* et ses sociétés affiliées n'offrent aucune garantie et n'assument aucune responsabilités à l'égard de leur fiabilité.

Ce profil n'a pas été revu par les services d'édition de l'OIM.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations

17, route des Morillons

C.P. 17

1211 Genève 19

Suisse

Tel. : +41 22 717 9111

Fax : +41 22 798 6150

Courriel : hq@iom.int

Site web : www.iom.int

Avec recherche et analyse de



Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2020. *Indicateurs de gouvernance des migrations – La République du Cameroun – Profil 2020*. OIM. Genève.

© OIM 2020



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO)*.

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>.

LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN | PROFIL 2020

INDICATEURS DE GOUVERNANCE DES MIGRATIONS

SOMMAIRE

OBJECTIF // 6

INTRODUCTION // 7

CADRE CONCEPTUEL // 9

PRINCIPALES CONCLUSIONS // 10

SOURCES PRINCIPALES // 24

ANNEXE // 28

OBJECTIF

Les IGM visent à soutenir une politique migratoire bien gérée en aidant les pays à dresser le bilan des structures de gouvernance migratoire et identifier les priorités sur la voie à suivre.



Les IGM peuvent être utilisés pour susciter une discussion au sein des gouvernements, avec d'autres parties prenantes du pays, sur les structures de politique migratoire. Ils peuvent aider à évaluer si ces structures, qui sont souvent en place depuis plusieurs années, répondent toujours aux principaux défis et opportunités de la réalité actuelle.

INTRODUCTION

L'époque actuelle est caractérisée par une mobilité sans précédent, et le besoin de faciliter des migrations et une mobilité ordonnées, sûres, régulières et responsables se fait de plus en plus sentir¹. La nécessité de relever les défis et de maximiser les opportunités offertes par cette mobilité a été reconnue avec l'inclusion de la migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ce qui met en évidence la contribution positive des migrants à la croissance et au développement inclusifs. La migration est intégrée dans un certain nombre d'objectifs de développement durable (ODD), tels que mettre fin à l'esclavage moderne et assurer la protection des travailleurs migrants. Cependant, la référence centrale à la migration dans les ODD est la cible 10.7 sur la facilitation d'une migration et mobilité « de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées »².

L'inclusion de la cible 10.7 dans le Programme 2030 a créé la nécessité de définir ce qu'on entend par les « politiques de migration planifiées et bien gérées ». C'est pourquoi, en 2015, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis au point le cadre de gouvernance des migrations (MiGOF). Ce cadre propose une vue concise d'une approche idéale permettant à un État de déterminer ce dont il pourrait avoir besoin pour bien gérer les migrations, et cela en fonction des circonstances nationales³. Le cadre a été accueilli favorablement par les États membres de l'OIM durant la même année.

Dans le but de rendre le MiGOF opérationnel, l'OIM en collaboration avec l'Economist Intelligence Unit, a mis au point les Indicateurs de gouvernance des migrations (IGM) ; un ensemble d'environ 90 indicateurs types, destinés à aider les pays à évaluer leurs politiques migratoires et à faire avancer la discussion sur ce à quoi pourrait ressembler des migrations bien gérées dans la pratique.

Les IGM aident les pays à identifier les bonnes pratiques ainsi que les aspects qui pourraient être renforcés et offrent un aperçu des leviers politiques que les pays peuvent utiliser pour développer leurs structures de gouvernance migratoire. Cependant, les IGM reconnaissent que les pays font face à des réalités, défis et opportunités différents en ce qui a trait à la migration. Par conséquent, les IGM ne classent pas les pays selon la conception ou la mise en œuvre de leurs politiques migratoires. Enfin, les IGM ne mesurent pas l'impact des politiques migratoires ni l'efficacité institutionnelle. Au lieu de cela, ils dressent le bilan des politiques migratoires en vigueur et agissent comme un cadre de référence qui offre un aperçu des mesures que les pays pourraient prendre en compte au fur et à mesure qu'ils progressent vers une bonne gouvernance des migrations.

Par requête en date du 28 octobre 2019, le Cameroun a marqué son accord à participer au processus IGM, un atelier d'introduction du processus a été organisé par la suite au sein du Ministère des Relations Extérieures aux fins de présenter le processus aux différentes administrations. Le consultant a recueilli les informations ayant aidé à peaufiner ce rapport, des points focaux désignés lors de l'atelier d'introduction.

Ce profil présente un résumé des points forts des structures de gouvernance des migrations de la République du Cameroun (Cameroun ci-après), ainsi que les aspects qui pourraient être renforcés, comme évalués par les IGM⁴.

¹ Session du Comité permanent des programmes et des finances de l'OIM, dix-septième session (S/17/4 du 29 Septembre 2015), article 2.

² Conseil de l'OIM, 106ème session, Cadre de gouvernance des migrations (C/106/40 du 4 Novembre 2015), page 1, note de bas de page. Voir <https://governingbodies.iom.int/system/files/en/council/106/C-106-40-Migration-Governance-Framework.pdf>.

³ Ibid.

⁴ Les IGM sont un programme d'analyse des politiques de gouvernance des migrations entrepris par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avec le soutien de The Economist Intelligence Unit. Le financement est assuré par les États membres de l'OIM.

CADRE CONCEPTUEL

MiGOF

Le MiGOF définit les éléments essentiels pour soutenir les migrations planifiées et bien gérées. Il vise à présenter, de manière consolidée, cohérente et exhaustive, un ensemble de trois principes et trois objectifs qui, s'ils sont respectés et réalisés, garantiraient des migrations humaines, ordonnées et bénéfiques aux migrants ainsi qu'à la société.

PRINCIPES

1. Une bonne gouvernance des migrations suppose **d'adhérer** aux normes internationales et de garantir les droits des migrants.
2. Les politiques de migration et les politiques connexes ont intérêt à être **formulées** sur la base d'éléments factuels et selon une approche associant l'ensemble du gouvernement.
3. Une bonne gouvernance des migrations repose sur de solides **partenariats**.

OBJECTIFS

1. Une bonne gouvernance des migrations et les politiques connexes devraient viser à **l'amélioration** du bien-être socioéconomique des migrants et de la société.
2. Une bonne gouvernance des migrations est **fondée** sur des mesures efficaces pour faire face aux aspects d'une crise relatifs à la mobilité.
3. Les migrations devraient se **dérouler** dans des conditions sûres, en bon ordre et dans la dignité.

À la base de

IGM

CE QUE C'EST



Un ensemble d'indicateurs offrant un aperçu des leviers politiques que les pays peuvent utiliser pour renforcer leurs structures de gouvernance des migrations.



Un outil identifiant les bonnes pratiques ainsi que les aspects qui pourraient être renforcés.



Un processus consultatif qui fait avancer la discussion la gouvernance des migrations en clarifiant ce à quoi pourrait ressembler des « migrations bien gérées » dans le contexte de la cible 10.7 des ODD.

Qui soutien la mesure de

CE QUE CE N'EST PAS



Pas un classement des pays



N'évalue pas les impacts politiques



Non normatifs

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



CIBLE 10.7

“Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre **de politiques de migration planifiées et bien gérées**”.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les IGM comportent un ensemble d'environ 90 indicateurs regroupés sous les six différentes dimensions de gouvernance des migrations qui s'appuient sur les catégories du MiGOF.



DROITS DES
MIGRANTS
PAGE 12

Les indicateurs de ce domaine examinent les mesures dans lesquelles les migrants ont accès à certains services sociaux tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale. Ils abordent également les questions de regroupement familial, d'accès au travail, à la résidence et à la citoyenneté. Les conventions internationales signées et ratifiées y sont également évoquées.



APPROCHE ASSOCIANT
L'ENSEMBLE DU
GOUVERNEMENT
PAGE 14

Les indicateurs dans ce domaine évaluent les cadres institutionnels, juridiques et réglementaires des pays relatifs aux politiques migratoires. Ce domaine examine également l'existence de stratégies nationales de migration conformes aux objectifs et aux mécanismes de développement, ainsi que la transparence et la cohérence institutionnelles en matière de gestion des migrations.



PARTENARIATS
PAGE 17

Cette catégorie est axée sur les efforts déployés par les pays pour coopérer sur les questions liées à la migration avec d'autres États et avec les acteurs non gouvernementaux concernés, y compris les organisations de la société civile et le secteur privé.



BIEN-ÊTRE
SOCIOÉCONOMIQUE
DES MIGRANTS ET DE
LA SOCIÉTÉ
PAGE 19

Les indicateurs dans ce domaine évaluent les politiques des pays en matière de reconnaissance des qualifications éducatives et professionnelles des migrants, les dispositions régissant la migration des étudiants et l'existence d'accords bilatéraux de main d'œuvre entre les pays. Les aspects de l'engagement de la diaspora dans le pays d'origine et des envois de fonds des migrants relèvent également de ce domaine.



MESURES EFFICACES POUR
FAIRE FACE AUX ASPECTS
D'UNE CRISE RELATIFS À
LA MOBILITÉ
PAGE 20

Cette catégorie examine le type et le niveau de préparation des pays confrontés aux dimensions de mobilité liées aux crises. Les questions portent sur les processus en place pour les nationaux et les non-nationaux durant, ainsi qu'après les catastrophes, notamment si l'assistance humanitaire est disponible pour les migrants autant que pour les citoyens.



MIGRATION SÛRE,
ORDONNÉE ET
RÉGULIÈRE
PAGE 22

Ce domaine examine l'approche des pays en matière de gestion des migrations concernant le contrôle des frontières et de politiques d'application, les critères d'admission des migrants, la préparation et la résilience en cas de flux migratoires importants et inattendus, ainsi que la lutte contre la traite des êtres humains.



1

ADHÉSION AUX NORMES INTERNATIONALES ET GARANTIE DES DROITS DES MIGRANTS

1.1. Conventions internationales ratifiées⁵

Tableau 1. Signature et ratification des conventions internationales

Nom de la convention	Ratification
Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, 1951	Oui (1961)
Convention (n° 97) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949	Oui (1962)
Convention des Nations Unies sur l'apatridie, 1954 et 1961	Non*
Convention (n° 143) de l'OIT sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975	Oui (1978)
Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, 1989	Oui (1993)
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ICRMW), 1990	Non
Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 2000	Oui (2006)
Convention (n°182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999	Oui (2002)

* Le processus d'adhésion aux deux Conventions sur l'apatridie est en cours en octobre 2020.

1.2. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

Le Cameroun offre aux migrants un accès à tous les services publics de santé et d'éducation, quel que soit leur statut migratoire, au même titre que les nationaux. Selon l'article 7 de la loi n° 98/004 du 4 avril 1998 d'orientation de l'éducation au Cameroun, « L'État garantit à tous l'égalité de chances d'accès à l'éducation sans discrimination [...] d'origine sociale, culturelle, linguistique ou géographique ».

Tous les travailleurs migrants disposant d'un permis de travail jouissent d'un même accès que les nationaux à la protection sociale conformément à l'ordonnance n° 73-17 du 22 mai 1973 portant organisation de la prévoyance sociale. À ce titre, les travailleurs migrants détenteurs d'un contrat de travail visé⁶ ont droit aux mêmes prestations sociales que les nationaux. Il s'agit des allocations prénatales, de l'allocation de maternité, de l'indemnité journalière de congé de maternité, des prestations de frais médicaux,

⁵ L'article 45 de la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 janvier 1975 et complétée par la loi n° 2008/01 du 14 avril 2008 dispose que : « les Conventions internationales dûment ratifiées par le Cameroun ont une valeur supra légale ».

⁶ L'article 28 de la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail du Cameroun dispose que « le contrat de travail concernant un travailleur d'origine étrangère doit, avant tout commencement d'exécution être visé par le ministre en charge du travail ». Ce visa permet d'être en conformité avec le décret fixant les conditions d'emploi des travailleurs de nationalité étrangère qui précise que « Nonobstant les dispositions du code du travail relatives au visa des contrat des travailleurs de nationalité étrangère, les emplois de manœuvre, d'ouvrier, d'employé ou d'agent de maîtrise ne peuvent être confiés à un étranger que sur présentation d'une attestation délivrée par les services de la main-d'œuvre certifiant le manque de travailleurs camerounais dans la spécialité concernée ».

des allocations familiales et des prestations en nature, de la pension de vieillesse, de la pension d'invalidité et de décès, ainsi que des réparations des accidents de travail et des maladies professionnelles.

Pour assurer la protection des droits des travailleurs migrants et garantir leurs intérêts dans le domaine de la prévoyance sociale, le Cameroun est membre de la Convention Interafricaine de Sécurité Sociale (CIPRES), ratifiée en 2014, et qui concerne toutes les branches de la sécurité sociale. En outre, le Cameroun et la France ont signé en 1990, une convention franco-camerounaise relative à la transférabilité des droits à la sécurité sociale et des avantages acquis.

Au Cameroun, tous les migrants admis en séjour ou à résidence doivent introduire une demande de regroupement familial ou d'accompagnement familial selon l'article 17 du décret n° 2007/252 du 4 septembre 2007 fixant les modalités d'application de la loi n° 97/012 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun. À cet effet, les migrants désireux d'obtenir une carte de résidence doivent préalablement présenter trois cartes de séjour. Chaque carte de séjour a une validité de deux ans. Une fois cette carte renouvelée à trois reprises, la personne ayant vécu dans le pays pour une durée d'au moins six années consécutives, peut dès lors faire la demande d'une carte de résident. Celle-ci est valide pour une durée de dix ans renouvelables.

Par ailleurs, selon l'article 25 de la loi n° 1968-LF-3 du 11 juin 1968 portant Code de la nationalité camerounaise, un étranger peut obtenir la nationalité camerounaise, par décret, s'il peut justifier d'une résidence habituelle au Cameroun pendant les cinq années consécutives précédant le dépôt de sa demande.

1.3. Aspects qui pourraient être renforcés

Seuls les résidents permanents ont un accès à un emploi égal aux nationaux. Pour les autres catégories de migrants, un visa de travail est préalablement requis et l'employeur devra déposer, auprès du Ministère du travail, une demande de visa de travail pour son employé conformément aux dispositions de la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail. Par ailleurs, l'article 26 du décret n° 2007/252 du 4 septembre 2007 fixant les modalités d'application de la loi n° 97/012 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun précise qu'il faut disposer d'un visa long-séjour pour prétendre à un visa de travail. De plus, selon l'article 2 du décret n° 93/571 du 15 juillet 1993 fixant les conditions d'emploi des travailleurs de nationalité étrangère pour certaines professions ou niveaux de qualification professionnelle, les étrangers peuvent seulement être engagés à condition que l'employeur puisse démontrer qu'il n'existe pas de travailleurs camerounais qualifiés dans le secteur concerné. De manière spécifique, l'ensemble des emplois du secteur informel ainsi que les activités minières artisanales et certaines activités d'exploitation forestière ne sont pas accessibles aux travailleurs étrangers⁷.

Quant aux emplois du secteur public, l'article 13 du décret n° 94/199 du 7 octobre 1994 portant statut général de la fonction publique de l'État, dispose que « nul ne peut être recruté en qualité de fonctionnaire s'il ne possède la nationalité camerounaise ». Par conséquent leur accès est réservé aux seuls ressortissants camerounais.

⁷ Pour les activités commerciales, l'article 6 du décret n° 93/720/PM du 22 novembre 1993 fixant les modalités d'application de la loi n° 90/031 du 10 août 1990 régissant l'activité commerciale au Cameroun dispose que « l'exercice de la profession de commerçant par les étrangers est subordonné à l'obtention préalable d'un agrément délivré par le ministre en charge du commerce ». De ce fait, un certain nombre de professions, notamment des emplois du secteur informel, ne sont pas ouverts aux étrangers. Dans les faits cependant, en raison de l'absence de contrôle, on retrouve de nombreux étrangers qui y exercent, ce qui ouvre la voie également à de nombreux abus.



2

LES POLITIQUES DE MIGRATION ET LES POLITIQUES CONNEXES FORMULÉES SUR LA BASE D'ÉLÉMENTS FACTUELS ET SELON UNE APPROCHE ASSOCIANT L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

2.1. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

La loi n° 97/012 du 10 janvier 1997 régit l'immigration au Cameroun. Cette législation nationale porte essentiellement sur les réglementations concernant les flux migratoires, telles que les conditions de sortie et d'expulsion ainsi que les garanties de rapatriement. Elle fait également mention des différentes cartes auxquelles ont droit les étrangers, à l'instar de la carte de séjour. De plus, le décret n° 2008/052 du 30 janvier 2008, modifie et complète certaines dispositions du décret de 2007 qui fixe les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun. C'est ainsi que plusieurs administrations mènent des activités en relation avec les personnes migrantes.

La Délégation Générale à la Sûreté Nationale à travers la Direction de la Police des frontières est chargée d'appliquer les lois et règlements en matière d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers sur le territoire national. La Police des frontières est aussi chargée d'assurer la surveillance aux frontières et le contrôle de la circulation des personnes.

Dans le but d'examiner les contours de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, a mis en place, par arrêté n° 022/CAB/PM du 22 février 2016, une plateforme technique chargée de la gestion des migrations de travail à travers notamment une évaluation du niveau de mise en œuvre des conventions liées à la question des travailleurs migrants. Elle regroupe en son sein les ministres chargés de l'économie, des finances, du travail et de la sécurité sociale, de l'emploi, des relations extérieures et le Délégué Général à la Sûreté Nationale.

Le ministère des Relations Extérieures du Cameroun (MINREX) est l'institution chargée de coordonner les efforts nationaux visant à nouer des liens avec la diaspora camerounaise. Le MINREX est également responsable de la protection des ressortissants et des intérêts camerounais à l'étranger à travers ses représentations diplomatiques. La Sous-direction des Camerounais et des étrangers au Cameroun créée au sein de ce ministère à la faveur du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des Relations Extérieures est chargée du suivi et de l'encadrement des Camerounais à l'étranger, du suivi de l'élaboration des politiques et des stratégies en vue de la participation des Camerounais de l'étranger au développement politique, économique et social du Cameroun, du suivi et de la mise œuvre de la politique gouvernementale de gestion, de promotion, de protection sociale et juridique des Camerounais de l'étranger.

Le décret n° 2017/383 du 18 juillet 2017 portant organisation du ministère des Affaires Sociales (MINAS) consacre la création d'une Direction de la Solidarité Nationale et du Développement Social, qui s'occupe des questions de migration, des déplacés internes, des populations autochtones, entre autres, et institue au niveau régional, des brigades de contrôle de l'action sociale, et d'autres structures en charge de l'encadrement des populations autochtones vulnérables, dont les réfugiés et les migrants⁸.

Les personnels du MINAS travaillent en collaboration avec les responsables de la Police des frontières pour accueillir les migrants. Ils assurent la protection et la prise en charge psychosociale de tout migrant indépendamment de son genre, de son sexe, de sa nationalité. Ils dressent des rapports d'enquête sociale qui permettent aux migrants de recevoir des formations pour leur autonomisation dans le cadre des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

⁸ Dans le cadre du suivi des Enfants de la Rue (EDR) nationaux et de nationalité étrangère par exemple, des EDR non-nationaux sont en placement d'apprentissage professionnel dans une institution au Cameroun.

Le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) qui est principalement chargé de la promotion de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles des chercheurs d'emploi dans leurs différentes composantes a, de ce fait, un champ d'actions qui s'étend au-delà de la sphère nationale. Dans le domaine des migrations professionnelles, il se déploie prioritairement dans les activités de délivrance de contrats de travail aux expatriés et de gestion des migrations professionnelles. De 2009 à 2011, le MINEFOP a, de concert avec le GIP International de France, mis en place le Programme Partenariat pour la Gestion des Migrations Professionnelles (PGMP) dont les effets bénéfiques ont été entre autres, l'élaboration d'une première version du Répertoire Opérationnel Africain des Métiers et Emplois (ROAME) visant à rendre transparent le marché du travail africain et faciliter la migration de la main-d'œuvre entre les pays du sud (Afrique de l'Ouest et Centrale).

Le ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures gouvernementales relatives à la promotion et au respect des droits de la femme et à la protection de la famille. Il ne mène pas, à proprement parler, d'activités spécifiques à l'endroit des migrants, cependant, lorsque le cas se présente, les personnels du MINPROFF procèdent préalablement à une enquête de moralité auprès des représentations diplomatiques. Si les migrantes concernées ne font pas l'objet de poursuites dans leur pays d'origine, elles sont admises dans les Centres de Promotion de la Femme et de la Famille où elles reçoivent des formations leur permettant de développer des AGR.

Le ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines des relations professionnelles, le statut des travailleurs et de la sécurité sociale. Il assure la liaison entre le Gouvernement et les institutions du système des Nations Unies et de l'Union africaine compétentes en matière de travail. Il assure également la tutelle de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) et s'occupe de la liaison. À travers sa Direction des Relations Professionnelles créée à la faveur du décret n° 2012/558 du 26 juillet 2012, le MINTSS veille à l'application du Code du travail et des conventions internationales du travail auxquelles le Cameroun est partie. Enfin, le MINTSS est également en charge du contrôle des dispositions juridiques restreignant l'accès des étrangers à certains emplois et leur interdisant d'exercer dans le secteur informel. Enfin, le MINTSS veille à l'application des droits et des obligations reconnues par les conventions internationales aux travailleurs, qu'ils soient nationaux ou de nationalité étrangère.

Le ministère de la Justice (MINJUSTICE) est principalement chargé de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs à la nationalité et au statut des personnes et des biens, au régime des obligations et contrats en matière civile et commerciale, aux règles de procédure et de compétence devant toutes les juridictions civiles. C'est à la Direction de droits de l'Homme et de la coopération internationale que sont traitées les questions des droits humains et de la coopération, notamment avec les partenaires internationaux, en liaison avec les administrations et organismes concernés ; du suivi de l'application des conventions internationales et des accords bilatéraux relatifs aux droits de la personne humaine et qui concernent, la prévention et la répression du crime, le traitement des délinquants, la répression des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et du génocide, et toutes autres violations des droits de la personne humaine, en liaison avec les administrations et organismes concernés. En cas de violation de leurs droits fondamentaux, les migrants victimes ont l'opportunité de recourir aux juridictions nationales étant donné que l'accès à la justice est un droit fondamental que l'on retrouve dans la Constitution camerounaise du 18 Janvier 1996 en son préambule et dans les dispositions de l'article 37, et également à l'article 2 de la loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire.

2.2. Aspects qui pourraient être renforcés

Au Cameroun, il n'existe pas encore de document de politique migratoire nationale. Même si plusieurs administrations publiques, parapubliques et privées s'intéressent aux questions migratoires, il n'existe pas encore d'organisme gouvernemental responsable de la conception, de la coordination et de la mise en œuvre d'une politique migratoire ou d'un plan stratégique national en matière de migration. Au titre des actions réalisées par les administrations, l'on peut citer le Plan Opérationnel à Résultats Rapides en 10 Points, élaboré en décembre 2015 par le Centre d'Analyse et de Recherche sur les Politiques Économiques et Sociales du Cameroun (CAMERCAP-PARC), un think tank rattaché au ministère de l'Économie et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) afin de valoriser la diaspora et analyser l'émigration camerounaise. Cependant, les actions qui y sont formulées n'ont pas encore été mises en œuvre.

Par ailleurs, en l'absence d'un mécanisme de coordination interministériel sur les migrations au niveau national, les questions qui s'y rattachent sont traitées au sein de plateformes créées à cet effet. C'est le cas du Comité de pilotage de l'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants camerounais de retour des côtes libyennes mis en place en 2015 et qui visait à contribuer au renforcement de la gestion et la gouvernance des migrations et à assurer le retour et la réintégration des migrants. Il regroupait treize départements ministériels, quatre administrations impliquées et six organisations de la société civile.

Au Cameroun la collecte et la publication des données sur la migration ne sont pas systématiques et les données y relatives ne sont pas régulièrement mises à jour. C'est l'Institut National de la Statistique du Cameroun (INS) qui a la charge de la réalisation d'enquêtes et de la publication de données. Dans la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4), l'on retrouve quelques informations sur la population migrante, son niveau socioéconomique, les données sur les ménages ayant décidé d'émigrer ainsi que les motifs de leur émigration. L'annuaire statistique de 2015 notamment, comporte des données sur la migration, incluant des informations sur la proportion de migrants actifs par région et par milieu de résidence. Cependant, le recensement national le plus récent (2017) publié par l'INS, n'aborde pas de questions sur la migration et la nationalité.

3

UNE BONNE GOUVERNANCE DES MIGRATIONS REPOSE SUR DE SOLIDES PARTENARIATS

3.1. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

Sur le plan international, le Cameroun participe au Dialogue euro-africain sur la migration et le développement, et siège comme membre du Forum mondial sur la migration et le développement. Par ailleurs, il est signataire du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières adopté à Marrakech le 11 décembre 2018.

Sur le plan régional, le Cameroun, participe au processus du Cadre des politiques migratoires pour l'Afrique. Le Cameroun participe aussi à des processus consultatifs régionaux officiels sur la migration (PCR). Au sein de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), le Dialogue sur la migration pour les États de l'Afrique centrale (DIMAC) a été établi pour promouvoir les intérêts communs des États membres de la CEEAC en vue de faciliter les consultations et la coopération intrarégionale sur des questions de migration au sein de la région de la CEEAC, ainsi qu'avec d'autres communautés économiques régionales (CER) de l'Union africaine. Le Cameroun participe également au Forum panafricain sur la migration pour la promotion et l'approfondissement du dialogue inter-États et la coopération intra/interrégionale sur la migration.

Il existe des dispositions en matière de mobilité intrarégionale formelle, facilitées par la participation du Cameroun aux PCR, tels que le DIMAC et le Forum panafricain sur la migration. Au Traité instituant la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), dont le Cameroun fait partie, est annexé un protocole relatif à la libre circulation et au droit d'établissement des ressortissants des États membres de la Communauté. De plus, en 2009, les pays membres du DIMAC se sont engagés à assurer la libre circulation des résidents frontaliers, hommes d'affaires, sportifs et artistes, sur présentation d'une carte nationale d'identité. Le Cameroun en sa qualité de membre de la CEEAC et de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a adopté des mesures pour faciliter la circulation des personnes et de la main-d'œuvre. En effet, l'article 27 de la Convention régissant l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) signée le 30 janvier 2009 à Libreville au Gabon prône la libre circulation des travailleurs et de la main-d'œuvre, de même que l'Acte n° 11/13-CEMAC-070U-CCE-SE du 14 janvier 2013 portant suppression du visa pour tous les ressortissants de la CEMAC circulant dans l'espace communautaire.

Sur le plan bilatéral, le Cameroun a signé des accords de coopération migratoire avec l'Espagne en 2016 et avec la Belgique en 2017. Entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Cameroun, un accord en matière de migration a été conclu le 26 septembre 2014. Il vise à faciliter l'entrée de leurs ressortissants sur leurs territoires respectifs pour des séjours avec ou sans activité à but lucratif, et rend flexible la réadmission des ressortissants en situation irrégulière. Par ailleurs les accords d'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports officiels (diplomatique et de service) ont été signés avec la Turquie en 2010, la Suisse en 2014, la Chine en 2016 et l'Italie en 2017. Sont également exemptés de visas les ressortissants du Tchad, du Congo, du Gabon, de la République centrafricaine, de la Guinée équatoriale et du Nigéria. Le Cameroun a aussi signé un accord avec la France en 2009, relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire. Cet accord vise à faciliter la délivrance de visas de circulation aux ressortissants du Cameroun, ainsi que la promotion d'accords inter-universitaires entre les établissements d'enseignement supérieur des deux pays.

3.2. Aspects qui pourraient être renforcés

Depuis 2008, des fora annuels de dialogue sont organisés pour établir un dialogue entre les Camerounais à l'étranger, le gouvernement du Cameroun, les entreprises camerounaises et d'autres partenaires. Ils étaient organisés par le Réseau mondial des compétences de la diaspora camerounaise, Cameroonians Skills Abroad Network (Casa-Net)⁹, avec l'appui du ministère des Relations Extérieures et du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. En 2017, un forum de la diaspora a eu lieu¹⁰ au terme duquel, le gouvernement a la même année mis en place un comité sous la direction du ministère des Relations Extérieures qui est chargé de suivre la mise en œuvre des résolutions qui y ont été prises. Ces résolutions sont notamment relatives à la réforme du Code de nationalité, le principe de la représentation de la diaspora au niveau parlementaire et gouvernemental et la création d'une agence transnationale d'investissement et de développement pour la diaspora.

La collaboration entre l'État, le secteur privé et les partenaires sociaux ne porte pas encore sur les sujets liés aux migrations.

⁹ Cameroonians Skills Abroad Network (CASA-NET) est un réseau mondial des compétences de la diaspora camerounaise créée en 2008, au sortir du premier forum des compétences de la diaspora camerounaise Draw A Vision of Cameroon. CASA-NET regroupe plusieurs collectifs universitaires et professionnels camerounais répartis dans de nombreux pays et constituant un réseau actif pour l'échange d'idées, de ressources et de projets.

¹⁰ Le forum s'intitulait: « Le Cameroun et sa diaspora: agir ensemble pour le développement de la nation ». Il faut noter que la création du Forum de la Diaspora (FODIAS) est une initiative du Gouvernement camerounais qui a voulu fédérer toutes les initiatives de la diaspora camerounaise. Le Comité interministériel de suivi des recommandations a tenu une seule session depuis sa mise en place.



4

AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE SOCIOÉCONOMIQUE DES MIGRANTS ET DE LA SOCIÉTÉ

4.1. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

Le ministère de l'Enseignement Supérieur a développé des critères formalisés pour reconnaître les qualifications étrangères au sein de la Direction de la Coordination des Activités Académiques (DCAA). La DCAA fournit un formulaire de demande d'équivalence qui permet la reconnaissance de diplômes ou de certificats étrangers. De plus, le Cameroun fait partie du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), qui a adopté en 2007 le système français de qualification. Ainsi, « l'habilitation délivrée par le CAMES permet l'inscription de l'établissement et des diplômes qu'il délivre dans le catalogue du CAMES par pays. Les titulaires de ces diplômes peuvent prétendre poursuivre leurs études dans l'un des 16 pays membres »

Dans le but de promouvoir l'inclusion financière des migrants et de leurs familles, le Projet d'Appui à la Résilience Economique (PAREC) a été développé par le Gouvernement du Cameroun en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2018. Son objectif est de contribuer à réduire l'exclusion de groupes vulnérables tels que les jeunes, les femmes et les individus vivant dans des zones rurales, en vue de renforcer leur résilience économique. Il prend aussi en compte les migrants de retour d'origine camerounaise. Le PAREC a développé trois services financiers digitaux avec le support d'établissements de microfinances partenaires et de plusieurs acteurs nationaux.

Dans le cadre de la réintégration socioéconomique des migrants de retour des côtes de la méditerranée, le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à travers le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIASI) apporte un appui technique et financier à cette cible¹¹.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de sa Vision à l'horizon 2035, élaboré en 2009, le Cameroun a adopté la Stratégie Nationale de Développement (SND) couvrant la période 2020-2030 en octobre 2020. La SND, est un document de politique à large portée qui vise l'industrialisation du Cameroun et fait référence à la participation de la diaspora au financement des projets de développement national.

4.2. Aspects qui pourraient être renforcés

Le MINEFOP et l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun qui sont chargés respectivement d'élaborer la politique nationale de l'emploi et de suivre le marché de l'emploi camerounais, ont à ce jour mené très peu d'études visant à déterminer la demande et l'offre de main-d'œuvre nationale ainsi que les effets de l'émigration sur le marché du travail national.

De plus, il n'existe pas de programme défini pour la gestion de la migration de main-d'œuvre. Le service d'immigration, sous la Direction de la Police des frontières, se charge seulement de la délivrance des visas, des autorisations d'entrée et de séjour, ainsi que du contrôle du séjour des étrangers. En dépit de nombreuses initiatives émanant de certaines institutions, il n'existe pas encore de politique formelle d'attraction des compétences spécifiques de la diaspora. Les différents types de visa concernent le transit, valide de 1 à 5 jours ; le visa de tourisme, valide de 1 à 30 jours ; les visas temporaires valides de 1 à 90 jours ; les visas diplomatiques et de courtoisie et les visas long séjour, valides de 3 à 6 mois.

Des mesures spécifiques visant à promouvoir l'égalité des sexes sur le marché du travail pour les travailleurs migrants n'existent pas encore. Cependant, dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020, le Cameroun s'engage à favoriser un accès des femmes à l'emploi, surtout dans les grands postes de responsabilité.

¹¹ En 2019, 44 migrants de retour ont bénéficié des financements pour la réalisation de leurs projets pour un montant total de cent millions de Franc (CFA).



5

DES MESURES EFFICACES POUR FAIRE FACE AUX ASPECTS D'UNE CRISE RELATIFS À LA MOBILITÉ

5.1. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

En cas de crise dans un pays, ses ressortissants peuvent être accueillis en masse au Cameroun, sans qu'il ne leur soit exigé de suivre les procédures en vigueur dans le pays en matière d'immigration (c'est le cas des réfugiés *prima facie*). En effet, selon l'article 7 de la loi n° 2005/006 de 2005 portant statut des réfugiés au Cameroun, aucune personne ne peut être refoulée à la frontière. Ceci s'applique à tout demandeur d'asile et tout réfugié, indépendamment de son genre, de sa religion, de sa race ou de sa nationalité. D'après l'article 9 de la loi précitée, les réfugiés sont protégés contre la discrimination et ont le droit de pratiquer leur religion librement. Ils ont également droit à la propriété, à la liberté d'association, au travail, à l'éducation, au logement, au déplacement et à l'assistance sociale et publique. En plus des réfugiés reconnus *prima facie*, il existe également la procédure de détermination du statut des réfugiés qui concerne les demandeurs d'asile en zone urbaine. Un Secrétariat technique logé au MINREX est dédié à la détermination du statut de réfugiés.

Selon la loi n° 73/12 du 7 décembre 1973 portant organisation générale de la protection civile au Cameroun, complétée par celle n° 86/016 du 6 décembre 1987 portant réorganisation de la protection civile et les décrets d'applications y relatifs, les personnes étrangères sont sous la responsabilité du Cameroun, ce qui signifie qu'en cas de catastrophe, les pouvoirs publics apportent assistance à toute personne en détresse présente sur le territoire national, y compris les migrants.

Conformément au décret n° 2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des Relations Extérieures, les ressortissants camerounais vivant à l'étranger peuvent accéder à l'assistance consulaire à l'étranger, incluant les services d'enregistrement et de soutien en cas d'urgence, sans préjudice du statut migratoire. La protection des droits des nationaux vivant à l'étranger est assurée par le réseau de représentations diplomatiques du Cameroun à l'étranger qui a pour principale prérogative la protection des Camerounais et de leurs intérêts à l'étranger. Relativement à la pandémie de la Covid 19, les Camerounais vivant à l'étranger ont été rapatriés vers le Cameroun grâce aux vols charters affrétés par les missions diplomatiques. Le Gouvernement s'est également déployé avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations en vue de faciliter le retour des milliers de migrants camerounais en détresse en Libye, au Niger et en Algérie.

5.2. Aspects qui pourraient être renforcés

La Direction de la Protection Civile (DPC) au Cameroun est chargée de la coordination des moyens mis en œuvre pour la protection civile, notamment les secours, le sauvetage, la logistique, l'utilisation des forces supplétives et auxiliaires. Elle est aussi chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation et des normes en matière de prévention et de gestion des risques et des calamités naturelles, en liaison avec toutes autres administrations concernées. Cependant, aucune mesure spécifique n'est envisagée en faveur des migrants.

Le Plan national de contingence (2011), principal document pour la gestion des catastrophes, ne présente pas de mesures spécifiques d'assistance aux étrangers pendant les phases de crise et de post-crise dans le pays. Il contient une section relative à la communication. Mais ne mentionne toutefois pas de manière précise le fonctionnement de la communication en temps de crise ou de catastrophe.

La Direction des Camerounais à l'Étranger, des Étrangers au Cameroun, des Réfugiés et des Questions Migratoires du MINREX s'occupe du registre des ressortissants camerounais vivant à l'étranger, établi grâce à l'enregistrement pour la carte consulaire. Cependant, ce dispositif pourrait être amélioré en renforçant et en redynamisant la collaboration entre les relais communautaires (notamment les présidents d'association des Camerounais vivant à l'étranger) et les missions diplomatiques.

La SND, bien que mentionnant la participation de la diaspora au financement des projets de développement national, ne mentionne pas spécifiquement les autres aspects de la mobilité tels que les transferts des compétences, les droits des travailleurs migrants et la réintégration des migrants de retour ou en situation de vulnérabilité. Cependant ces aspects de la migration qui n'ont pas été abordés dans le document précité, pourraient faire l'objet d'un traitement particulier dans les stratégies sectorielles et les initiatives mises en œuvre par les partenaires au développement.



6

S'ASSURER QUE LES MIGRATIONS SE DÉROULENT DANS DES CONDITIONS SÛRES, ORDONNÉES ET RÉGULIÈRES

6.1. Gouvernance de la migration : exemples d'aspects bien développés

La Délégation Générale à la Sûreté Nationale (DGSN) est la structure chargée du contrôle des mouvements transfrontaliers des personnes. Elle exerce cette fonction à travers la Direction de la Police des frontières, elle-même chargée de l'établissement et du contrôle des documents de voyage, du contrôle du séjour des étrangers et d'appliquer les lois et règlements en matière, d'entrée, de séjour et de sortie¹².

En application de l'Acte additionnel n° 01/13-CEMAC-070 U-CCE-SE portant suppression du visa pour tous les ressortissants de la CEMAC circulant dans l'espace communautaire, le Cameroun autorise l'entrée des ressortissants de la zone CEMAC sur son territoire.

La loi n° 2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes mentionne les sanctions prévues pour toute personne s'adonnant au trafic de personnes. Par ailleurs, depuis 2009 un Plan national participatif pour la lutte contre la traite et l'exploitation des enfants a été élaboré. En sa qualité de membre de la CEMAC, le Cameroun a adopté un Accord de Coopération en matière de Police criminelle entre les États de l'Afrique Centrale. Il vise à créer un espace sous-régional de coopération policière (article 2) et à lutter conjointement contre la criminalité (article 16).

Le décret n° 2012/565 du 28 novembre 2012 portant organisation du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC), confère à ce département ministériel l'insertion socioéconomique des jeunes Camerounais vivant à l'étranger (articles 43, 50, 52, 53, 54 et 57). Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le MINJEC a créé le 14 février 2017, le Programme d'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes de la Diaspora (PARI-JEDI) qui vise à contribuer à l'insertion des jeunes Camerounais de la diaspora de retour au pays. Aussi, dans le cadre d'un accord-cadre signé en 2016 entre le Fonds National de l'Emploi (FNE) et l'Office Français de l'Immigration de l'Intégration (OFII), les projets de nombreux Camerounais vivant en France, désireux de s'installer au Cameroun ont bénéficié d'un financement.

6.2. Aspects qui pourraient être renforcés

Au Cameroun, bien que de nombreuses actions soient menées en faveur des migrants de retour, la mise en place d'une politique nationale de réintégration des migrants de retour est nécessaire compte tenu du caractère sensible de cette question.

Le MINTSS qui est responsable de l'application de la législation du travail et de la protection sociale des travailleurs, pourrait envisager la mise en place de dispositions particulières à l'effet de renforcer les mesures de protection et d'encadrement des travailleurs migrants.

Au Cameroun, il existe un système de demande de visa sur papier, pour tous les types de visa avant l'arrivée. Le visa électronique (en ligne) étant en cours de finalisation, le visa d'entrée au Cameroun est obtenu auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire du Cameroun à l'étranger. Cependant, en l'absence de représentation diplomatique ou consulaire dans le pays de départ, les visas peuvent être obtenus à l'arrivée¹³.

¹² Loi n° 97/O12 du 10 janvier 1997 fixant les conditions d'entrée et de séjour au Cameroun, complétée par celle de 2016.

¹³ Ibid.

Aussi, le pays n'a pas mis en place de procédures et de politiques garantissant la minimisation des risques pour tous les migrants en transit vers une destination internationale ou à la frontière nationale, quel que soit leur statut juridique, même si les articles 58 et 59 du décret n° 2007/252 (2007) fixant les modalités d'application de la loi n° 97/012 (1997) relative aux conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun encadrent le refoulement des immigrés en situation irrégulière. Par ailleurs, un projet financé par la Commission européenne¹⁴, visant à soutenir les autorités nationales, locales et leurs partenaires à disposer de données sur les causes de la migration, les flux et les tendances en vue de soutenir la conception de politiques migratoires et de programmes de développement, est mis en place depuis 2017 et a permis la minimisation des risques pour tous les migrants en transit.

En matière de recherche et d'identification des migrants disparus sur le territoire national, il n'existe pas encore d'accord de coopération formelle entre le Cameroun et d'autres pays. Bien plus, le personnel aux frontières n'est pas spécialement formé pour gérer de manière efficace l'entrée des migrants, d'où la nécessité de mettre en place une politique visant un meilleur encadrement des migrants sur le territoire camerounais.

¹⁴ Le projet s'intitule : « Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun ».



SOURCES PRINCIPALES

Agir pour l'emploi des jeunes

- s.d. Cameroun – Emploi des Camerounais de l'étranger l'Agence Internationale du FNE est créée. Disponible sur www.asso-apej.org/411+cameroun-emploi-des-camerounais-de-l-etranger-lagence-internationale-du-fne-est-creee.html.

Centre de Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale

- s.d.a Accords de sécurité sociale entre la France et le Cameroun. Disponible sur www.cleiss.fr/pdf/conv_cameroun.pdf.
- s.d.b Le régime camerounais de sécurité sociale. Disponible sur www.cleiss.fr/docs/regimes/regime_cameroun.html.

Collection des Traités des Nations Unies

- 1951 Convention relative au statut des réfugiés. Disponible sur https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=V-2&chapter=5&Temp=mtdsg2&clang=_en.
- 1954 Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Disponible sur https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=V-3&chapter=5&Temp=mtdsg2&clang=_en.
- 1961 Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Disponible sur https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=V-4&chapter=5&clang=_en.
- 1989 Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). Disponible en https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-11&chapter=4&lang=en.
- 1990 Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs et des membres de leur famille (ICRMW). Disponible sur https://treaties.un.org/pages/viewdetails.aspx?src=treaty&mtdsg_no=iv-13&chapter=4&lang=en.

Commission des Forêts d'Afrique Centrale

- s.d. La Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale. Disponible sur <https://comifac.org/a-propos/ceeac>.

Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

- 2015 Atelier régional sur la mise en œuvre de l'Accord de facilitation des échanges de l'OMC pour le renforcement de l'intégration régionale. Disponible sur <https://unctad.org/en/pages/MeetingDetails.aspx?meetingid=1031>.

Commission européenne

- 2015 La coopération de l'Union européenne avec l'Afrique en matière de migration. Disponible sur https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_15_4832.
- s.d. Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun. Disponible sur https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lake-chad/cameroun/renforcement-de-la-gestion-et-de-la-gouvernance-des-migrations-et-le_en.

Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale et Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

- 2006 Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Disponible sur www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/79461/110989/F-1992279795/ORG-79461.pdf.

Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

- s.d. Traite instituant la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Disponible sur <https://wits.worldbank.org/GPTAD/PDF/archive/CEMAC.pdf>.

Consulat général de la République du Cameroun à Paris

- s.d. Formulaire de demande : Visas. Disponible sur www.diploconsult.com/index.php?option=com_dossier&view=dossier&layout=edit&Itemid=126&lang=fr.

Délégation Générale à la Sureté Nationale

- 2012 Décret n° 2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale. Non disponible en ligne.
- s.d. Accueil. Disponible sur www.dgsn.cm/.

Gouvernement du Cameroun

- 1973 Ordonnance n° 73-17 du 22 mai 1973 portant organisation de la Prévoyance Sociale, modifiée par la loi n° 84-006 du 4 juillet 1984. Disponible sur <https://yaounde.eregulations.org/media/Ordonnance%20n%C2%B0%2073-17%20du%2022%20mai%201973%20portant%20organisation%20de%20la%20Pr%C3%A9voyance%20Sociale,%20modifi%C3%A9e%20par%20la%20loi%20n%C2%B0%2084-006%20du%2004%20juillet%201984.docx>.
- 1994 Décret n° 94/199 du 7 octobre 1994 portant statut général de la fonction publique de l'État. Disponible sur <http://minfopra.gov.cm/recueil/fichiers%20word/DECRET%20N%C2%B0%2094-199%20DU%2007%20OCTOBRE%201994.pdf>.
- 1997 Loi n° 97/012 du 10 janvier 1997 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun. Disponible sur www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/70569/118119/F-1164336763/CMR-70569.pdf.
- 1998 Loi d'orientation de l'éducation n° 98/004 du 14 avril 1998. Disponible sur www.unesco.org/education/edurights/media/docs/3fbc027088867a9096e8c86f0169d457b2ca7779.pdf.
- 2007 Décret n° 2007/252 du 2007 fixant les modalités d'application de la loi n° 97/012 du 10 janvier 1997 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun. Disponible sur www.refworld.org/docid/54c223024.html.
- 2009 Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Disponible sur www.undp.org/content/dam/cameroon/docs-one-un-cameroon/2017/dsce.pdf.
- 2011a Constitution du Cameroun. Disponible sur <https://constitutions.unwomen.org/en/countries/africa/~media/f380231dff614e3baa54f8d31ccf9e79.ashx>.
- 2011b Loi n° 2011/024 relative à la lutte contre le trafic des personnes et l'esclavage. Disponible sur www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=96922.
- 2011c Plan National de contingence. Disponible sur <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cmr147301.pdf>.
- 2013 Décret n° 2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des Relations Extérieures. Disponible sur www.prc.cm/fr/actualites/actes/decrets/151-decret-n-2013-112-du-22-avril-2013-portant-organisation-du-ministere-des-relations-exterieures.

Groupe de la Banque africaine de développement

- 2019 Document de stratégie d'intégration régionale 2019-2025. Disponible sur www.afdb.org/sites/default/files/documents/strategy-documents/afrique_centrale_fr_250619_0.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme

- 2012 Recueil des textes législatifs et réglementaires applicables aux étrangers au Cameroun. Disponible sur www.ohchr.org/Documents/Issues/Women/WRGS/RelatedMatters/OtherEntities/CREDTextesLegislatifs.pdf.

Institut National de la Statistique du Cameroun

- 2010 Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun 2010. Disponible sur <http://catalog.ihnsn.org/index.php/catalog/4236/download/55909>.
- 2011 Annuaire statistique 2011. Non disponible en ligne.
- 2015 Annuaire statistique 2015. Non disponible en ligne.
- 2017 Annuaire statistique 2017. Non disponible en ligne.
- 2019 Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel 2018. Disponible sur http://slmp-550-104.sl.westdc.net/~stat54/nada/index.php/catalog/138/ connexes_matériaux.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

- 2013a Direction de la Protection Civile. Disponible sur www.minat.gov.cm/index.php/en/en/services/protection-civile.
- 2013b Direction de la Protection Civile : Communiqué Radio Presse. Disponible sur www.minat.gov.cm/index.php/fr/component/content/article/23-contenu/actualite/668-communique-radio.
- 2013c Suivi de la Gestion de l'Assistance et des Secours d'Urgence. Disponible sur www.minat.gov.cm/index.php/fr/component/content/article/23-contenu/actualite/757-suivi-de-la-gestion-de-l-assistance-et-des-secoures-d-urgence-bilan-et-evaluation.

Ministère de la Santé Publique

- 2016 Stratégie sectorielle de santé 2016-2027. Disponible sur www.minsante.cm/site/?q=fr/content/strategie-sectorielle-de-sante-2016-2027-1.

Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

- 2009 Cameroun Vision 2035. Disponible sur <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/cmr145894.pdf>.
- 2015 La diaspora camerounaise, un atout pour l'émergence : un plan opérationnel à résultats rapides en 10 points. Disponible sur www.africaportal.org/documents/14294/Diaspora_Camerounaise_2.pdf.
- 2019 Projet d'Appui à la Résilience Économique : les acteurs évaluent la première année de mise en œuvre. Disponible sur https://minepat.gov.cm/index.php?option=com_content&view=article&id=549:cooperation-sous-regionale-les-experts-de-la-cblt-en-conclave-a-yaounde-2&catid=25&Itemid=144&lang=fr.

Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

- s.d. Accueil. Disponible sur www.minefop.gov.cm/fr/.

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

- 2005 Décret N°2005/104 du 13 Avril 2005 portant organisation du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Disponible sur www.minat.gov.cm/index.php/fr/component/content/article/28-service-description/59-organigramme-minatd.
- 2015 Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Cameroun. Disponible sur www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/PNACC_Cameroun_VF_Valid%C3%A9_24062015%20-%20FINAL.pdf.

Ministère des Relations Extérieures du Cameroun

- s.d. Accueil. Disponible sur <https://diplocam.cm/index.php/fr/>.

Ministère du travail

- 1992 Loi n° 92/007 du 14 août 1992, portant Code du travail. Disponible sur www.mintp.cm/uploads/Textes%20G%C3%A9neraux/TEXTES%20PORTEE%20GENERALE/Code%20du%20travail.pdf.

Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

- 2013 Contribution au développement de Cadres nationaux et du Cadre régional des certifications (CNCs/ CRC) dans la sous-région de la CEDEAO : analyse régionale et perspectives. Disponible sur <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000228244>.

Organisation internationale du Travail (OIT)

- 1949 Convention (n° 97) de l'OIT sur les travailleurs migrants (révisée). Disponible sur www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11300:0::NO::P11300_INSTRUMENT_ID:312242.
- 1975 Convention (n° 143) de l'OIT sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires). Disponible sur www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11300:0::NO:11300:P11300_INSTRUMENT_ID:312288.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2009 Migration au Cameroun. Disponible sur www.publications.iom.int/system/files/pdf/cameroun_profile_2009.pdf.
- 2011 Évaluation de la gestion des migrations de travail au Cameroun : politiques, législation et pratiques. Non disponible en ligne.
- s.d. Dialogue sur la migration pour les États de l'Afrique centrale (DIMAC). Disponible sur www.iom.int/fr/dialogue-sur-la-migration-pour-les-etats-de-lafrique-centrale-dimac.

Union africaine

- 2018 Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine, relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement. Disponible sur https://au.int/sites/default/files/treaties/36403-treaty-protocol_on_free_movement_of_persons_in_africa_f.pdf.



ANNEXE

MiGOF: Cadre de gouvernance des migrations¹⁵

Dans le but de définir le concept de « politiques migratoires bien gérées », l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis au point un Cadre de gouvernance des migrations (MiGOF), accueilli favorablement par le Conseil de l'OIM en novembre 2015. Aux fins de ce Cadre de gouvernance des migrations, l'OIM définit la gouvernance comme « les traditions et institutions qui régissent l'autorité en matière de migration, de mobilité et de nationalité est exercée dans un pays, y compris la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre efficacement des politiques judicieuses dans ces domaines ».

Le Cadre définit les éléments essentiels d'une « bonne gouvernance des migrations » - 3 principes et 3 objectifs qui, s'ils sont respectés et garantis, garantiraient des migrations humaines, sûre et ordonnées et qui soient bénéfiques aux migrants et ainsi qu'à la société¹⁶. Selon l'OIM, un système de migration favorise une migration et mobilité qui soit humaine et ordonnée, et bénéficie aux migrants et ainsi qu'à la société :

Quand-il :

- (i) Adhère aux normes internationales et garantie les droits des migrants ;
- (ii) Formule des politiques de migration et politiques connexes sur la base d'éléments factuels et selon une approche associant l'ensemble du gouvernement ;
- (iii) Repose sur de solides partenariats pour traiter les questions de migrations et thèmes connexes.

Quand-il recherche à :

- (i) Améliorer le bien-être socioéconomique des migrants et de la société ;
- (ii) Adresser efficacement les aspects d'une crise relatifs à la mobilité ;
- (iii) S'assurer que les migrations se déroulent dans des conditions sûres, ordonnées et dans la dignité.

Le MiGOF ne crée PAS de nouvelles directives ou normes. Durant l'élaboration de ce Cadre, l'OIM s'est appuyée sur son expertise et son travail analytique, ainsi que sur des engagements existants, des déclarations et affirmations non contraignantes. Il ne traite PAS de la gouvernance globale des migrations, qui constitue l'architecture internationale permettant d'adresser les défis liés à la migration et à la mobilité humaine. Au lieu de cela, l'accent est mis sur la gouvernance et la gestion des migrations du point de vue de l'État en tant qu'acteur principal. Il ne propose PAS un modèle pour tous les États. Le Cadre présente une « voie idéale » pour la gouvernance des migrations, à laquelle les États peuvent aspirer.

Le MiGOF repose sur le principe selon lequel, en tant qu'acteur principal concernant les domaines de la migration, la mobilité et la nationalité, l'État conserve le droit souverain de déterminer qui entre et séjourne sur son territoire et sous quelles conditions, dans le cadre du droit international. D'autres acteurs - citoyens, migrants, organisations internationales, secteur privé, syndicats, organisations non gouvernementales, organisations communautaires, organisations religieuses et universitaires - contribuent à la gouvernance des migrations par leurs interactions avec les États et entre eux.

¹⁵ Conseil de l'OIM Council, Cadre de gouvernance des migrations, 106ème session, C/106/40 (4 Novembre 2015). Disponible sur <https://governingbodies.iom.int/fr/106eme-session-du-conseil>.

¹⁶ Brochure du Cadre des gouvernances des migrations (2016). Disponible sur <https://publications.iom.int/books/cadre-de-gouvernance-des-migrations>.

Le processus des IGM



1

Lancement du processus des IGM

La première étape du processus consiste à expliquer ce que les IGM impliquent aux représentants clés du gouvernement, afin de garantir une entière compréhension du projet et d'assurer un engagement complet.



2

Collecte de données

La deuxième étape du processus consiste à démarrer la collecte et l'analyse des données, sur la base d'environ 90 indicateurs basés sur les 6 dimensions du MiGOF. Un profil de gouvernance de la migration basé sur l'analyse des résultats est ensuite rédigé et partagé avec les interlocuteurs gouvernementaux.



3

Discussions multipartites sur les résultats des IGM

La troisième étape du processus consiste à organiser une consultation interministérielle au cours de laquelle tous les ministères concernés et les autres parties prenantes discutent des bonnes pratiques et des aspects qui pourraient être renforcés identifiés dans l'ébauche du profil de gouvernance de la migration, ainsi que les priorités pour la marche à suivre. C'est aussi l'occasion de commenter et de faire des suggestions sur l'ébauche du profil.



4

Rapport final

Une fois que les profils de gouvernance de la migration sont finalisés et validés par les interlocuteurs gouvernementaux, ils sont publiés sur le Portail sur les données migratoires¹⁷ et téléchargés sur la librairie en ligne de l'OIM¹⁸.

¹⁷ Les profils sont disponibles au <https://migrationdataportal.org/overviews/mgi#0>.

¹⁸ Veuillez consulter <https://publications.iom.int/fr>.



www.migrationdataportal.org/mgi

 @IOM

 @UNmigration

 @UNmigration

 MGI@iom.int